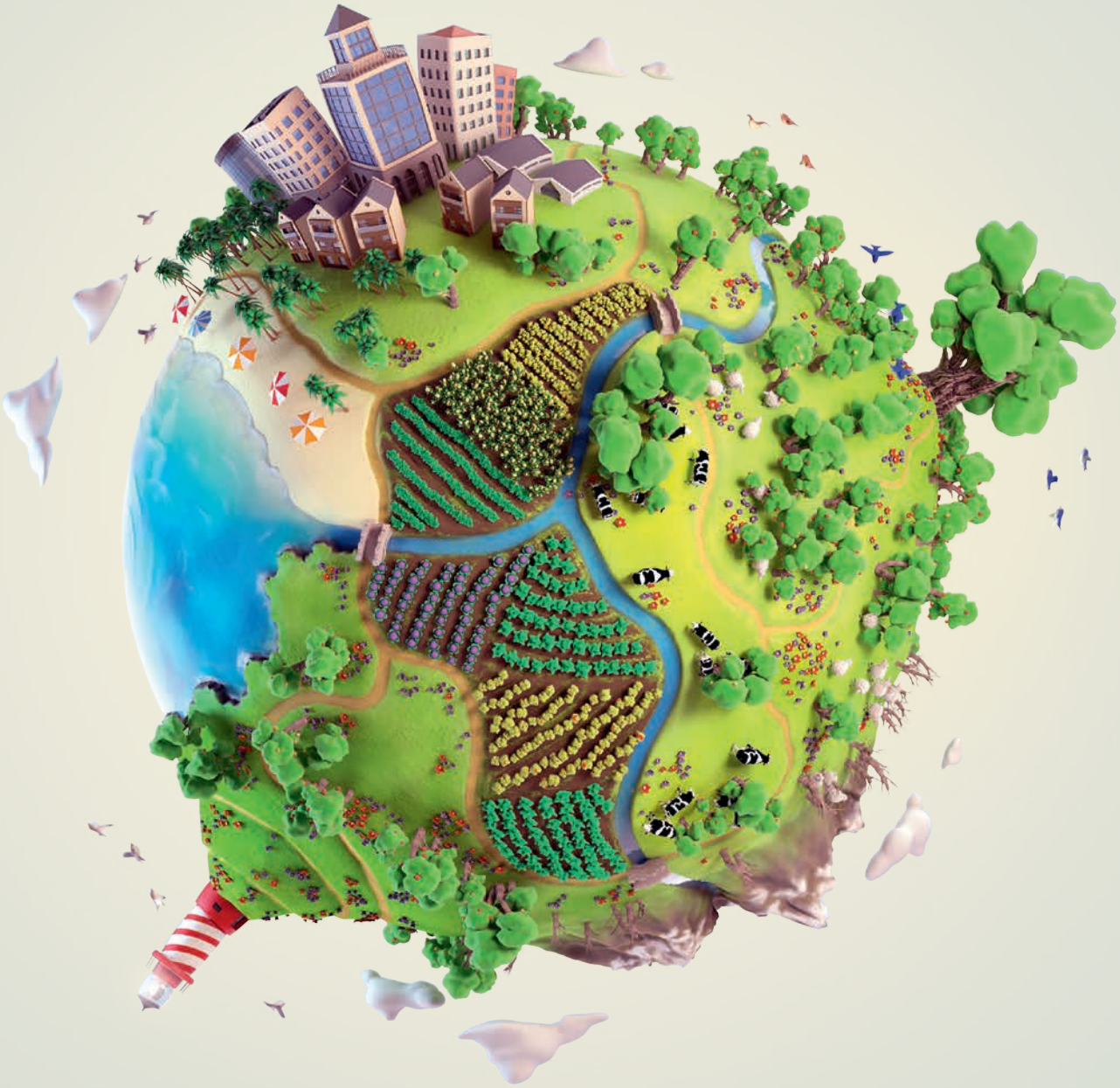
les dossiers
d'AGROPOLIS
INTERNATIONAL
Compétences de la communauté scientifique
Spécial partenariat



Transformations agroécologiques pour des systèmes alimentaires durables

Panorama de la recherche France-CGIAR

Numéro 26
Avril 2022

Les systèmes participatifs de garantie

Un moyen bon marché et équitable pour récompenser les agriculteurs de leurs efforts à adopter l'agroécologie

Les systèmes participatifs de garantie (SPG) constituent une alternative à la certification par une tierce partie. Peu coûteux et faciles à mettre en œuvre, ils constituent des initiatives pertinentes d'assurance qualité au niveau local qui mettent l'accent sur la participation des parties prenantes, notamment les producteurs et consommateurs ; ils sont idéaux pour les petits exploitants agricoles du monde entier. Nous avons étudié comment les SPG peuvent fonctionner dans un pays comme Cuba*, où l'agroécologie et l'agriculture à faibles intrants ont été fortement soutenues par le gouvernement au cours des 30 dernières années. L'agroécologie est au cœur de la production agricole du pays mais, à moins d'acheter les aliments directement aux agriculteurs ou dans les marchés locaux, les consommateurs n'ont aucun moyen de savoir si les produits achetés proviennent d'exploitations intensives uniformes à haut niveau d'intrants ou d'exploitations agroécologiques diversifiées à faible niveau d'intrants. Nous avons travaillé en collaboration avec l'Institut de recherche fondamentale en agriculture tropicale (Inifat) du ministère cubain de l'Agriculture. L'Inifat dirige également le programme « Cuba's urban, suburban and family agriculture », au sein duquel se développe la majeure partie de la production agroécologique. L'objectif était de soutenir les agriculteurs vivant et travaillant dans les zones tampons et de transition de deux réserves de la Biosphère (MAB) de l'Unesco à Cuba, en augmentant la valeur (par la certification) de leurs produits de haute qualité destinés aux marchés locaux et touristiques. Les produits agricoles des réserves MAB approvisionnent les marchés biologiques : mangues, noix de coco, avocats, goyaves, oranges douces et amères, citrons, bananes, patates douces, tomates, concombres, ananas, niébé, haricots communs et maniocs. Pendant la phase de test, six agriculteurs d'une réserve MAB ont été formés à la mise en place de SPG. Des recherches antérieures avaient montré que les agriculteurs des réserves jouent un rôle important dans la conservation de l'agrobiodiversité et des connaissances traditionnelles, tout en fournissant des services écosystémiques. Toutefois, ces informations sont perdues une fois que les produits quittent l'exploitation dans un camion de l'État, qui collecte sans distinction les produits des exploitations biologiques et conventionnelles ; tout est ensuite mélangé via le système de distribution alimentaire de l'État. **Le développement de SPG à Cuba est une tentative d'autonomisation des petits exploitants agricoles par la reconnaissance et la promotion de leurs efforts à utiliser des pratiques agroécologiques et de leur rôle de gardiens de la biodiversité, tout en offrant une garantie aux consommateurs.**

◀ ***Le système participatif de garantie (SPG) développé à Cuba.***
Adapté de Vega León & Gavilanes Díaz (2016)

* Dans le cadre d'un projet financé par le Pnue-FEM.

Contact

Nadia Bergamini (Alliance of Bioversity International and CIAT, Italie), n.bergamini@cgiar.org

Plus d'informations

• Vega León M., Gavilanes Díaz P., 2016. Los sistemas participativos de garantía (SPG), una alternativa para la valorización de los productos de las Reservas de la Biosfera. *Agrotecnia de Cuba*, 40(2): 87-93.

• Pérez Lamas J., Gomez Molldón J., Vega León M., Gavilanes Dias P., 2016. *Manual del sistema participativo de garantía (SPG) en Cuba.* Playa, Cuba: Asociación Cubana de Técnicos Agrícolas y Forestales

Changement d'échelle des transformations agroécologiques

Accompagner les innovations institutionnelles dans les marchés

Les innovations marchandes qui relient producteurs agroécologiques et consommateurs des pays du Sud sont nombreuses et diversifiées. Accompagner les innovations institutionnelles qui les encadrent et produire collectivement des connaissances sont nécessaires pour changer d'échelle dans les transformations agroécologiques et agir au niveau des systèmes alimentaires[3]. Nos travaux documentent et accompagnent la manière dont les acteurs des systèmes agricoles et alimentaires repensent et organisent leurs participations dans différents marchés, soutiennent les changements agroécologiques, et modifient les règles qui structurent les interactions sur les marchés*. Il s'agit de qualifier et faire évoluer les attributs de qualité revendiqués dans les échanges marchands et les institutions qui les garantissent (normes, certifications, accréditations). **Reconnaissance et dissémination des pratiques agroécologiques s'opèrent en effet dans l'institutionnalisation de nouvelles normes via la socialisation et promotion des liens entre qualité du produit et systèmes de production[1].**

suiv.

▶ ***Producteurs de légumes propres de Moc Chau préparant leur livraison, 2018.***
© E. Biénabe

Les réussites de changement d'échelle combinent :

1. des expériences locales engageant des acteurs des territoires de production dans des démarches de labellisation de la qualité ou de l'origine, telles les indications géographiques (Rooibos, Afrique du Sud[2]) ou autres certifications territoriales (légumes propres de Moc Châu, Vietnam) avec un rôle central du collectif comme garant de la construction de la différence et de la qualité[3] ;
2. des mises en réseaux entre territoires et organisations innovants via des ONG, des projets et/ou des acteurs publics, tel Agreco** (Brésil) dont le changement d'échelle s'est opéré via le programme public d'appui à l'agriculture familiale et la mobilisation d'un réseau de personnes compétentes ;
3. une montée en puissance des portages politiques au niveau national, avec une complémentarité entre recherche et ONG dans l'expérimentation et l'explicitation des mécanismes, tels que l'établissement et la reconnaissance des systèmes participatifs de garantie (SPG) au Maroc, ou la constitution par Ecovida** de circuits de transformation solidaires entre trois États du Brésil, dont la portée politique a contribué à institutionnaliser les SPG dans la loi brésilienne sur l'agriculture biologique[4].

*« Définissant qui a le droit de participer au marché, quels biens font partie des transactions, comment les échanges devraient se dérouler et quels sont les droits et obligations de chaque agent économique » (Niederle et Gelain, 2013)

** Agreco : Association des agriculteurs agroécologiques des Encostas da Serra Geral (Brésil).
Ecovida : réseau de groupes d'agriculteurs et d'agricultrices agroécologiques et d'ONG.

Contacts

Estelle Biénabe (Innovation, Cirad, Vietnam), estelle.bienabe@cirad.fr

Claire Cerdan (Innovation, Cirad, Réunion), claire.cerdan@cirad.fr

Plus d'informations

(1) Biénabe E., 2013. Towards biodiverse agricultural systems: reflecting on the technological, social and institutional changes at stake In E. Hainzelin (eds): *Cultivating Biodiversity to Transform Agriculture.* Springer, Heidelberg: 221-261.

(2) Biénabe E., Marie-Vivien D., 2017. Institutionalizing geographical indications in Southern countries: lessons learned from Basmati and Rooibos. *World Development,* 98: 58-67.

(3) Cerdan C., Biénabe E., Benz H., Lemeilleur S., Marie-Vivien D., Vagneron I., Moustier P., 2019. What market dynamics for promoting an agroecological transition? Chapter 15. In Côte F.X., et al. (eds): *The agroecological transition of agricultural systems in the Global South.* Collection Cirad-AFD Agricultures et défis du monde. Éditions Quae, Versailles: 271-291.

(4) Lemeilleur S., Allaire G., 2018. Système participatif de garantie dans les labels du mouvement de l'agriculture biologique. Une réappropriation des communs intellectuels. *Économie Rurale,* 365: 7-27. https://doi.org/10.4000/economierurale.5813

Des systèmes participatifs de garantie qui reconnectent consommateurs et producteurs

Les systèmes participatifs de garantie (SPG) sont des innovations institutionnelles de plus en plus importantes qui relient la production agroécologique à la consommation responsable. Alors que les modèles actuels dominants de garantie d'une agriculture durable attribuent la responsabilité du contrôle à des certificateurs ou à des organismes de certification tiers, les SPG « certifient les producteurs sur la base d'une participation active des parties prenantes et reposent sur la confiance, les réseaux sociaux et l'échange de connaissances »[1]. Les SPG reposent sur la démocratisation de la connaissance selon laquelle les systèmes de contrôle de la conformité aux normes sont créés par les producteurs, fonctionnaires, acteurs du secteur alimentaire, experts et consommateurs. Ensemble, ils veillent à ce que les techniques soient adoptées et que l'audit constitue un processus d'apprentissage pour tous les acteurs impliqués[2]. Les SPG garantissent directement – par la création de marchés locaux – les aliments produits durablement. Les SPG assurent ainsi la mise à l'échelle des innovations agroécologiques car elles émergent généralement d'initiatives d'agriculteurs pour co-créer des connaissances par la voie des alliances avec leurs consommateurs dans les circuits courts.

Les SPG visent à garantir la responsabilité des acteurs de la production d'une alimentation durable. Cette méthode remonte aux expérimentations d'agriculture biologique menées aux États-Unis, en France, au Japon et au Brésil dans les années 1960. Les audits participatifs étaient l'un des premiers moyens pour contrôler les techniques d'agriculture biologique avant que le modèle de certification par tierce partie ne devienne dominant dans les politiques et les pratiques[3]. Ces pionniers estimaient que, pour être en accord avec l'éthique environnementale de l'agriculture biologique, il fallait faire confiance à l'expertise des agriculteurs pour vérifier leurs propres pratiques. Ce type de certification s'est érodé dans les années 1980 avec l'intégration progressive de l'agriculture biologique dans les législations nationales et les systèmes commerciaux internationaux. Cependant, les SPG ont réapparu dans les années 2000 (jusqu'à 76 pays en 2019). La plupart de ces pays sont situés dans les pays du Sud, où les SPG sont apparus pour contrebalancer le paradigme normatif dominant adopté par des acteurs non gouvernementaux et des entreprises des pays du Nord via la certification par tierce partie. Cette dernière était considérée comme trop chère pour de nombreux petits producteurs et pas applicable aux conditions agroécologiques et sociotechniques locales. **En 2021, onze pays et une organisation intergouvernementale régionale ont défini les SPG comme étant une approche légale de certification pour les produits agroécologiques ou biologiques sur les marchés nationaux, à savoir la Bolivie, Brésil, Chili, Costa Rica, Polynésie française, Inde, Madagascar, Mexique, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Philippines et la Communauté d'Afrique de l'Est (norme « Kilimo Hai »).**

▲ *Mécanisme d'innovation d'un SPG.* © *A. Loconto*

▼ *Réunion du comité de certification SPG de Quezon, Lucena, Philippines. 7 mars 2019.* © *A. Loconto*

Contact

Allison Loconto (Lisis, INRAE, France), allison-marie.loconto@inrae.fr

Plus d'informations

(1) Loconto A., 2017. Models of assurance: diversity and standardization of modes of intermediation. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 670(1): 1-21.

(2) Loconto A., Hatanaka M., 2018. Participatory guarantee systems: alternative ways of defining, measuring, and assessing 'sustainability'. *Sociologia Ruralis,* 58(2): 412-432.

(3) Niederle P., Loconto A., Lemeilleur S., Dorville C., 2020. Social movements and institutional change in organic food markets: evidence from participatory guarantee systems in Brazil and France. *Journal of Rural Studies,* 78: 282-29.